

LE DÉFICIT PUBLIC & LA DETTE PUBLIQUE

C'EST GRAVE, DOCTEUR ?



PLUS PROCHE DES MASSIFS D'Auvergne que de l'Himalaya

Qualifiée de « cancre de l'Europe » pour « ne pas s'être imposée les réformes structurelles de ses voisins » par les droites et une partie de la presse, la France a vu sa note dégradée par l'agence Fitch en raison de l'augmentation de sa dette publique à 3 400 milliards d'euros au deuxième trimestre 2025, soit 115,6 % du PIB. Un « Himalaya » selon François Bayrou.

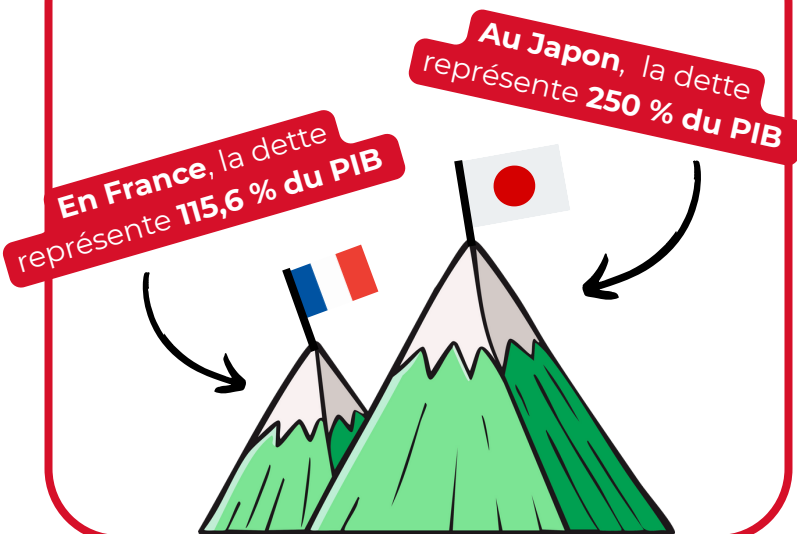
Le **budget d'un État n'obéit pas aux mêmes règles que celui d'une entreprise ou d'un ménage** : l'État a la possibilité de faire rouler sa dette, c'est-à-dire d'emprunter pour rembourser. Il a pour seule nécessité de maîtriser le coût de cet emprunt, appelé la charge de la dette, c'est-à-dire le montant des intérêts.

La charge de la dette s'allège

Par le passé, la charge de la dette en pourcentage du PIB a été bien supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui !



Une dette française loin d'être au sommet



BON ET MAUVAIS CHOLESTÉROL

Un **déficit public maîtrisé est incontournable pour stimuler, soutenir, orienter, transformer l'économie**. Les **investissements** dans les services publics, l'adaptation au dérèglement climatique, le système de santé ou les aides sociales, qui bénéficient à toutes, sont comme le bon cholestérol : ils **contribuent au dynamisme global de l'économie** française. C'est en effet toute la population qui contribue à la création de richesses : les travailleur·euses précarisé·es qui font tourner les entreprises, les agent·es publics qui portent à bout de bras les Services publics, les retraité·es dont l'utilité sociale n'est plus à démontrer...

Bien employé, le déficit public même en augmentation ne constituerait pas un fardeau pour les générations futures mais au contraire **créerait des richesses qui leur seraient transmises.**



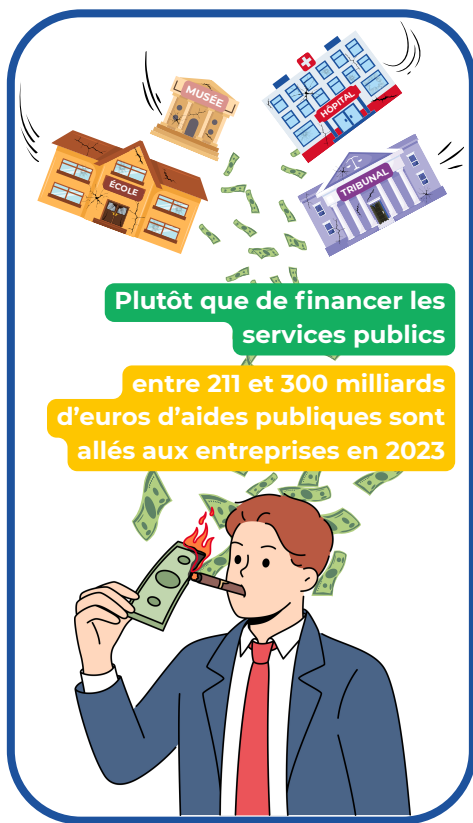
Les **affirmations qui pointent les dangers de la dette sont des outils de propagande** : non seulement la dette régale les marchés financiers, mais les libéraux au pouvoir s'en servent aussi pour justifier des coupes dans les dépenses sociales et le détournement d'une partie de l'argent public vers les poches des plus riches. Comment ? **En présentant la dette comme du mauvais cholestérol, ces libéraux prétendent qu'il faudrait s'en débarrasser** et donc soumettre les dépenses publiques à un régime amaigrissant plus ou moins strict (= l'austérité budgétaire). Mais comme ces libéraux pensent aussi que les grands patrons et les ultra-riches sont les principaux acteurs du dynamisme économique (la fameuse « théorie du ruissellement »), pas question donc de les toucher au porte-monnaie (ou porte-actions). Il faudrait même les soutenir.

QUI SONT LES VÉRITABLES « ASSISTÉ·ES » ?

Depuis 2017, la **politique budgétaire inefficace de cadeaux aux grandes entreprises et aux plus riches**, pudiquement intitulée « politique de l'offre », consiste à un effacement des recettes fiscales, passées selon l'Insee de 54,3 % du PIB en 2017 à 51,4 % en 2024, la Cour des comptes chiffrant cet effacement à 62 milliards d'euros (bien plus donc que les 44 milliards de Bayrou).



Ce sont **les grandes entreprises**, plus exactement leurs patrons et leurs actionnaires, qui **sont les assisté-es** ! Les **aides publiques aux entreprises atteignent des sommets** et s'élèvent à 211 milliards en 2023 (selon la commission d'enquête du Sénat – 6690 € par seconde !), et même à 270 milliards (selon Matthieu Aron et Caroline Michel-Aguirre dans leur livre *Hold up !* – plus que ce que l'État dépense pour la Santé).



En ajoutant les niches fiscales, la barre des 300 milliards est allègrement dépassée, un montant avoisinant l'enveloppe du budget de l'État, celle qui finance notamment les Services publics. Un « **pognon de dingue** » qui profite **principalement aux très grandes entreprises multinationales et non aux PME** selon l'Insee, sans effet notable sur la création d'emplois (selon France Stratégie, organisme pourtant rattaché à Maitignon !) et sans contreparties sociales et environnementales.

Parallèlement, **les dividendes** (14 fois moins taxés que le travail selon l'OCDE) **augmentent de manière faramineuse depuis 2020** ainsi que le nombre de millionnaires, multiplié par 7 depuis 2000 en France, arrivée au 3^e rang mondial derrière la Chine et les États Unis (selon une étude de la banque suisse UBS). La « politique de l'offre » ne fait qu'alimenter les profits déjà mirifiques des ultra-riches, au détriment du reste de la population. Un **ruissellement inversé qui assèche tous les mécanismes de redistribution sociale** de la richesse nationale.

THERE IS NO ALTERNATIVE ! REALLY ?

Face aux enjeux budgétaires et à la colère qui monte dans la population, le gouvernement n'a plus le choix : il est désormais **inévitables de faire contribuer les plus riches, dans l'intérêt général**. Le budget 2026 doit être l'occasion de mettre en œuvre les mesures concrètes attendues par la population. **Six mesures permettraient de dégager plus de 80 milliards de recettes** qui manquent actuellement cruellement pour réduire les inégalités qui ne cessent de se creuser.

1 - Taxer le patrimoine (y compris les biens professionnels) des **1800 Français-es qui possèdent plus de 100 millions d'euros** (comme proposé avec la taxe Zucman).

+20 milliards d'euros

2 - Mieux taxer les dividendes en supprimant le prélèvement forfaitaire unique (ou flat tax), pour réaligner la fiscalité du capital sur celle du travail

+9 milliards d'euros

3 - Restaurer l'ISF dans une version rénovée pour mieux prendre en compte la totalité du patrimoine (y compris celui caché dans les holdings familiales ou injecté dans l'entreprise), et **avec une surtaxe climatique** (indexée sur l'empreinte carbone du patrimoine financier détenu dans les actions, obligations, assurances-vie...)

+15 milliards d'euros

4 - Réformer l'imposition de l'héritage en ciblant les super-héritages (fin des exonérations et niches fiscales dont bénéficient disproportionnellement les plus riches, prise en compte des assurances-vie, et des donations du vivant qui ne concernent que 20 % de la population)

+12 milliards d'euros

5 - Rénover la taxe sur les transactions financières (augmentation du taux à 0,5 %, mais aussi fin des exemptions et de l'exclusion des opérations intra-journalières dans l'assiette de la taxe)

+11 milliards d'euros

6 - Remettre en place une taxation des superprofits (bénéfices excessifs réalisés par une entreprise non pas grâce à des innovations technologiques ou des gains de productivités mais en profitant de circonstances externes comme une guerre ou une pandémie pour augmenter ses marges et ses prix), appliquée à l'ensemble des secteurs (et pas seulement à celui de l'énergie)

+20 milliards d'euros

Les deux principaux arguments du pouvoir depuis 2017 pour justifier tous les cadeaux faits aux plus riches et aux multinationales étaient de deux natures : endiguer le phénomène d'exil fiscal et relancer l'investissement. Or, **ces cadeaux fiscaux ont coûté bien plus cher que ce que coûtait l'exil**, sans pour autant relancer l'investissement productif (la suppression de certaines niches ciblées associées à l'ISF ont fait chuter l'investissement dans les PME). Et de l'aveu même du Conseil d'analyse économique et le Haut-commissariat à la stratégie et au plan, **le risque l'exil fiscal est très faible en France.**

La seule suppression de l'ISF a coûté 160 fois plus cher...

que le coût de l'exil fiscal !



Testez notre simulateur de budget 🗳️

Revenir en partie sur la politique de l'offre par ces six mesures ciblées permettrait, sans risque pour l'économie, de **réaffecter les recettes récupérées dans l'intérêt général**, pour enfin commencer à **répondre aux besoins sociaux, investir dans la transition écologique et réduire les inégalités** qui minent la société et son avenir. Essayez par vous-même de réaffecter ces nouvelles recettes fiscales avec **notre simulateur de budget !**

Ces alternatives n'advieront pas toutes seules : le tir de barrage médiatique des bénéficiaires de la « politique de l'offre » et de leurs relais politiques contre la seule taxe Zucman montre qu'il va falloir les imposer. Mais il témoigne aussi de leur fébrilité : **le véritable hold-up auquel ils se livraient tranquillement depuis 2017 est désormais découvert... et contesté !** En se mobilisant dans l'unité et la durée, la population peut exercer la pression nécessaire pour remettre l'intérêt général au centre des politiques publiques.



Engagé·es au quotidien